

Questions orales

Conseil canadien de la magistrature pour qu'il fasse enquête et prenne les mesures disciplinaires au besoin?

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, j'ai déclaré hier à la Chambre et je répète aujourd'hui que mes collaborateurs et moi avons l'intention d'étudier soigneusement ce rapport, et ce n'est qu'au terme de cet examen que je serai prêt à faire connaître les mesures qui pourraient être prises à cet égard.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, Donald Marshall a purgé en prison une partie d'une sentence de onze ans. C'est une très longue détention pour un crime qu'il n'avait pas commis.

Il faut que le gouvernement fasse diligence en cette affaire. Le ministre est en possession du rapport depuis quatre jours déjà, et cette question relève entièrement de sa compétence. Les droits de Donald Marshall ont été bafoués à tous les échelons du système judiciaire: la police, les tribunaux, les juges. Le ministre va-t-il aussi faire faux bond à Donald Marshall?

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, il est certain que les députés et les Canadiens en général ne peuvent fermer les yeux sur l'injustice faite à Donald Marshall.

Il n'y a aucun doute là-dessus en ce qui concerne le gouvernement ou l'opposition. Nous avons l'intention de rendre justice en cette affaire à toutes les personnes concernées. À cette fin, nous examinerons le rapport en toute objectivité et arriverons à des conclusions que nous rendrons publiques. Je m'y engage, et ce, dans l'intérêt de la justice.

* * *

LES PÂTES ET PAPIERS

M. J.W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Forêts).

Elle concerne à la fois l'environnement et les forêts. Une des principales orientations politiques prises dans le monde entier dans l'intérêt de l'environnement et de la

protection de nos forêts est la production accrue de pâtes et papiers à partir de matières premières recyclées.

Quelle proportion de la production totale de pâtes et papiers est actuellement obtenue au Canada à partir de déchets recyclés? Quelle est la proportion visée par le Canada et que fait le gouvernement du Canada pour favoriser une production accrue de pâtes et papiers à partir de déchets recyclés dans notre pays?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, c'est une question excellente et très pertinente. Il se pourrait bien que, dans ce domaine vital, l'industrie donne l'exemple parce plus de 25 p. 100 de tout le papier consommé par le public canadien est déjà recyclé au Canada.

L'ennui, c'est qu'une quantité de ce papier provient de fournisseurs étrangers, ce qui indiquerait qu'il est nécessaire d'informer le public et de le sensibiliser davantage pour que chacun recueille le papier et le remette à l'industrie qui est très désireuse de le recycler.

Encore une fois dans ce cas, l'industrie devance l'opinion publique et le gouvernement dans ce domaine.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiak): Monsieur le Président, je poserai ma question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, en l'absence du ministre responsable de Postes Canada.

À partir de demain, à cause de l'augmentation du tarif postal des denrées alimentaires qu'imposera Postes Canada et de la diminution de la subvention qu'accorde le ministère des Affaires indienne et du Nord canadien, les habitants de la terre de Baffin devront payer 4,20 \$ pour une douzaine d'oeufs. Ici, dans la capitale du pays, les consommateurs paient 1,09 \$. À partir de demain, un litre de lait coûtera 4,50 \$ dans ma circonscription, comparativement à 1,29 \$ à Ottawa.

Comment le ministre peut-il justifier ces augmentations du prix des aliments que doivent absorber les habitants du Nord canadien, dont un grand nombre touchent un revenu fixe inférieur à 10 000 \$ par année? Comment peut-il justifier une telle augmentation du prix des den-